

Les Français, l'État et le marché ou l'avenir d'une exception

SOPHIE PEDDER

Responsable du bureau parisien de *The Economist*

La tendance française à l'interventionnisme public aurait-elle fait des émules ? Si globalement les réactions consécutives à la crise financière ont pu le laisser penser, il est peu probable que le monde anglo-saxon s'y convertisse pour de bon.

La crise financière de 2008 et la chute de Lehman Brothers ont changé radicalement la façon qu'a le monde anglo-saxon de considérer l'intervention publique. Aux États-Unis et en Grande-Bretagne, les gouvernements ont fait ce qui était jusqu'alors impensable : renflouer des entreprises privées avec l'argent du contribuable, mais aussi entrer au capital de certaines d'entre elles. Aujourd'hui, l'État fédéral américain, pourtant ardent défenseur de la liberté d'entreprendre et du non-interventionnisme, détient 79,8 % d'AIG et 60,8 % de General Motors. Le Trésor britannique détient quant à lui 70 % des parts de la Royal Bank of Scotland et participe à hauteur de 41 % dans le Lloyds Banking Group. Le gouvernement britannique est même allé plus loin en nationalisant purement et simplement la Northern Rock, pratique qui n'avait plus eu cours depuis les années 1970.

Une révolution

Pour des politiques qui, pendant des décennies, ont prêché les vertus du désengagement de l'État, cela constitue une véritable révolution. Selon la doctrine Reagan-

IL FALLAIT EN FINIR
DE CETTE TENDANCE
À RESTER LES BRAS
CROISÉS ALORS
QUE LES JOYAUX
BRITANNIQUES
PASSAIENT À DES
MAINS ÉTRANGÈRES.

Thatcher, qui a infusé jusqu'au sein de la gauche anglo-saxonne, limiter les interactions entre gouvernement et monde des affaires était une assurance pour les entreprises de conquérir de nouveaux marchés et de créer de la richesse. C'est au final à Tony Blair, pourtant Premier ministre travailliste, que le parti conservateur britannique doit l'essentiel de son programme : privatisation et politique industrielle réduite au strict minimum, c'est-à-dire consistant principalement à laisser la voie libre aux décisions du secteur privé. Ainsi, quand en

2005 MG Rover annonce la fermeture de son usine de Longbridge en pleine campagne législative, Tony Blair déclare-t-il le plus calmement du monde qu'il n'a en aucun cas à intervenir. Et il est réélu.

Avec la crise financière, les gouvernements anglo-saxons ont fait marche arrière. Comme le notait l'ancien commissaire européen et secrétaire d'État au Commerce sous Gordon Brown, Peter Mandelson, « l'impact politique de la crise de 2008 va être sismique. La façon de penser de toute une génération va en être bouleversée. » Il invitait alors à revoir l'équilibre entre la puissance publique et le marché et à redéfinir la politique industrielle britannique sur une ligne d'inspiration française. Fut ainsi lancé un fonds d'investissement stratégique de 950 milliards de livres sterling, sur le modèle du Fonds stratégique d'investissement (FSI) du président Sarkozy. Il fallait en finir de cette tendance à rester les bras croisés alors que les bijoux britanniques passaient à des mains étrangères. Quand Kraft lança l'année dernière son offre hostile sur Cadbury, icône de la tradition manufacturière britannique dont les racines remontent à 1824, Lord Mandelson n'hésita pas à exprimer son « opposition manifeste » et à mettre en garde publiquement l'honorable institution contre toute tentation de brader son héritage.

Sauver ce qui reste

Il est indéniable qu'avec la crise le modèle anglo-saxon du laisser-faire et le système colbertiste dirigiste français ont convergé. Américains comme Britanniques ont volé au secours d'entreprises au bord du gouffre. Le président Obama investit actuellement massivement l'argent des contribuables dans la voiture propre, espérant sauver ce qui reste de l'industrie automobile d'outre-Atlantique. Américains comme Britanniques se sont convertis à l'idée que produire certains biens – voitures, trains

et avions – avait la vertu de contrebalancer le rôle joué par la finance dans une économie. Les politiques visant à contrôler les salaires et bonus versés dans le secteur privé bénéficient d'ailleurs d'un large soutien de l'opinion publique.

Cependant, sur le long terme, la relation qui unit en France la puissance publique et l'industrie reste fondamentalement très différente au moins sur trois points.

LA NOUVELLE
APPROCHE
BRITANNICO-
AMÉRICAINNE VA
RAPIDEMENT
RÉVÉLER SON
CARACTÈRE AVANT
TOUT PRAGMATIQUE
ET DE COURT TERME.

Tout d'abord, il y a fort à parier que la nouvelle approche britannico-américaine va rapidement révéler son caractère avant tout pragmatique et de court terme. Les États-Unis s'attachent désormais à dessiner des stratégies de sortie. En Grande-Bretagne, aucun discours n'a pu empêcher Kraft de s'offrir Cadbury en février dernier et le gouvernement n'a aucune envie de garder la main sur les banques plus longtemps que strictement nécessaire.

Les choses devraient connaître une évolution sensiblement différente en France. Bien que la décennie précédente ait vu les gouvernements de gauche comme de droite se défaire d'actifs industriels, le président Sarkozy n'a manqué aucune occasion de réaffirmer le rôle qui devait être celui de l'État. En termes de politique industrielle, par exemple, le FSI qui doit annuellement investir 2 milliards d'euros semble prêt à faire un peu plus que corriger les défaillances du marché : il compte prendre des intérêts stratégiques dans des entreprises françaises et les protéger ainsi des prédateurs étrangers. En investissant dans l'équipementier Valeo, il a tout simplement barré la route au fonds Pardus Capital.

« L'État, c'est moi »

Par ailleurs, les incursions que se permet Nicolas Sarkozy dans la gestion des entreprises hexagonales vont bien au-delà de ce que leurs homologues anglo-saxonnes peuvent tolérer. On pense immanquablement à la façon qu'il a de convier de grands patrons, pourtant indépendants de tout soutien public, à l'Élysée pour leur expliquer quelle stratégie adopter. Il n'a ainsi pas hésité à rappeler Christophe de Margerie, le directeur général de Total, de New York où il était en *roadshow*, pour le sommer de motiver sa décision de fermer le site de raffinage de Dunkerque. Margerie a dû

LES INCURSIONS
QUE SE PERMET
NICOLAS SARKOZY
DANS LA GESTION
DES ENTREPRISES
HEXAGONALES
VONT BIEN AU-
DELÀ DE CE QUE
LEURS HOMOLOGUES
ANGLO-SAXONNES
PEUVENT TOLÉRER.

s'engager à ne plus fermer aucun autre site similaire sur les cinq années à venir et à proposer une activité alternative aux salariés qui allaient perdre leur emploi. Aux États-Unis et au Royaume-Uni, un tel scénario est tout simplement impensable.

Le monde anglo-saxon est fondamentalement beaucoup plus attaché au rôle du marché et continue de nourrir un grand scepticisme à l'égard des interventions étatiques. Alors que beaucoup de pays européens se méfient des marchés, d'autant plus depuis l'éclatement

de la crise financière, l'opinion publique britannique et américaine résiste à la tentation de faire passer l'intérêt des salariés avant celui des actionnaires. Encouragés par leur classe politique, les Français semblent exceptionnellement hostiles envers l'économie de marché qui a pourtant fait de leur économie la cinquième du monde. Plutôt que de considérer les patrons comme des créateurs de richesse dont la croissance du pays dépend, ils préfèrent en faire les boucs émissaires de la récession – ne manquant pas au passage de les caricaturer en infâmes personnages assoiffés de profits et se moquant de l'intérêt commun.

Sceptiques

Le dernier sondage international de GlobeScan¹ confirme cette tendance. Fidèles à une longue tradition, les Français sont ainsi les Européens que l'élargissement du rôle régulateur des États enthousiasme le plus : 70 % y sont favorables, contre 56 % au Royaume-Uni, 45 % en Allemagne et 44 % aux États-Unis. Ils sont également à 57 % partisans d'un engagement étatique plus poussé dans les grandes entreprises industrielles contre 40 % des Britanniques, 31 % des Allemands et 24 % des Américains. Plus étonnante encore est la vision que les Français ont du capitalisme. Alors que seulement 8 % des Allemands, 13 % des Américains et 19 % des Britanniques estiment que l'économie de marché est « irrémédiablement défectueuse et doit être remplacée par un autre système », pas moins de 43 % des Français en sont convaincus. Mais à quel autre système peuvent-ils donc bien penser ?

1. Sondage conduit auprès de 29 033 personnes réparties dans 20 pays entre le 19 juin et le 13 octobre 2009 par GlobeScan pour la BBC ; voir http://www.globescan.com/news_archives/bbc2009_berlin_wall/.

Dans les démocraties libérales, le secteur public régule les entreprises de manière à éviter les abus et à garantir des comportements responsables. Avec la récession, les politiques ont légitimement cherché à contrôler les excès du capitalisme.

Le récent penchant britannique et américain pour un certain dirigisme est indéniable : il constitue un moyen de réinjecter de l'industrie dans l'économie. Il est cependant peu probable que la classe politique l'envisage comme une opportunité à plus long terme d'imposer aux entreprises leurs stratégies. Le monde anglo-saxon n'est pas à la veille de manger de ce pain-là. Certaines exceptions françaises sont décidément vouées à le rester.

43 % DES FRANÇAIS
SONT CONVAINCUS
QUE L'ÉCONOMIE
DE MARCHÉ EST
IRRÉMÉDIABLEMENT
DÉFECTUEUSE
ET DOIT ÊTRE
REPLACÉE PAR UN
AUTRE SYSTÈME.